

Arrêt

n° 139 241 du 24 février 2015
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 mars 2013 par X, qui se déclare de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de la « décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu l'ordonnance X du 7 mars 2013 portant détermination du droit de rôle.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire de synthèse.

Vu l'ordonnance du 6 janvier 2015 convoquant les parties à l'audience du 13 février 2015.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me S. TOURNAY *loco* Me A. BELAMRI, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me S. MATRAY *loco* Mes D. MATRAY et Me S. CORNELIS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. Le requérant a déclaré être arrivé en Belgique en 2003.

1.2. En date du 13 février 2006, la partie défenderesse a pris, à son égard, un ordre de quitter de territoire lequel a été prorogé jusqu'au 15 avril 2006.

1.3. Par un courrier daté du 12 avril 2006, il a introduit une première demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi laquelle a été déclarée irrecevable, le 28 janvier 2008, par une décision assortie d'un ordre de quitter le territoire et lui notifiée le 15 février 2008.

1.4. En date du 22 février 2008, le requérant a épousé sa compagne Madame [L. M.] et a introduit une demande d'établissement en sa qualité de conjoint d'une Belge.

En date du 17 avril 2009, il a été mis en possession d'un titre de séjour valable 5 ans (carte F).

1.5. En date du 18 février 2010, la partie défenderesse a pris, à son égard, une décision mettant fin à son droit de séjour assortie d'un ordre de quitter le territoire au motif que la cellule familiale était inexistante (annexe 21).

En date du 6 avril 2010, le requérant a introduit un recours contre cette décision, lequel s'est clôturé par un arrêt de rejet du Conseil de céans n° 48 528 du 24 septembre 2010.

1.6. Par un courrier daté du 16 juillet 2010, il a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi.

1.7. En date du 28 août 2012, la partie défenderesse a déclaré irrecevable cette demande d'autorisation de séjour par une décision assortie d'un ordre de quitter de territoire et notifiée au requérant le 4 février 2013.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« *MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.*

L'intéressé serait arrivé en Belgique en 2003 selon ses dires en possession de son passeport. Il n'a effectué aucune déclaration d'arrivée et ne nous fournit ni cachet d'entrée ni visa de sorte qu'il ne nous est pas possible de déterminer sa date d'entrée sur le territoire. Notons que le requérant n'a sciemment effectué aucune démarche à partir de son pays d'origine en vue d'obtenir une autorisation de séjour ; il s'est installé en Belgique de manière irrégulière sans déclarer ni son entrée ni son séjour auprès des autorités compétentes. Le requérant n'allègue pas qu'il aurait été dans l'impossibilité, avant de quitter le Maroc, de s'y procurer auprès de l'autorité compétente les autorisations de séjour requises pour la réalisation de son projet. Il s'ensuit que le requérant s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire.

Le 13/02/2006, un ordre de quitter le territoire lui est notifié. Le 12/04/2006, il introduit une demande de séjour sur base de l'article 9§3. Le 28/01/2008, sa demande est déclarée irrecevable avec ordre de quitter le territoire et la décision lui est notifiée le 15/02/2008. Or nous constatons qu'au lieu d'obtempérer à ces ordres de quitter le territoire et de retourner dans son pays afin d'y introduire une demande d'autorisation de séjour comme il est de règle, l'intéressé a préféré rester sur le territoire en séjour illégal. En effet, le 22/02/2008 il épouse une ressortissante belge. Il est mis sous A.I du 25/03/2008 au 24/08/2008. Il reçoit ensuite un CIRE valable du 25/08/2008 au 24/08/2009 puis une carte F en date du 17/04/2009. L'intéressé ne cohabitait plus avec son épouse, une décision mettant fin au droit de séjour avec ordre de quitter le territoire lui est notifiée le 08/03/2010. Le requérant introduit le 06/04/2010 un recours en annulation contre cette décision et est mis sous annexe 35 du 03/05/2010 au 03/11/2010. Le 24/09/2010, le Conseil du Contentieux des Etrangers rejette la requête de l'intéressé. L'annexe 35 cesse d'être prolongée.

Le requérant invoque la longueur de son séjour (serait arrivé en 2003) et son intégration (attaches amicales et sociales) comme circonstances exceptionnelles. Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9 Bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on ne s'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n°100.223 du 24/10/2001, C.C.E, 22 février 2010, n°39.028). L'intéressé doit démontrer à tout le moins qu'il lui est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans son pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

L'intéressé invoque sa relation avec Madame [L. M.], son épouse belge mais l'intéressé ayant quitté le domicile conjugal en septembre 2009, il s'est vu notifier le 08/03/2010 une décision mettant fin à son droit de séjour avec ordre de quitter le territoire. En conséquence, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle rendant difficile ou impossible l'introduction de sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique.

Quant au fait que le frère du requérant, Monsieur [M. B.] réside légalement sur le territoire, cet argument ne constitue pas de facto une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour momentané au pays d'origine. En effet, il n'explique pas pourquoi une telle séparation, qui n'est que temporaire, pourrait être difficile. Ajoutons que la loi n'interdit pas de courts séjours en Belgique durant l'instruction de la demande (Conseil d'Etat du 22-08-2001 - n° 98462). De plus, l'existence d'une famille en Belgique ne dispense pas de l'obligation d'introduire sa demande de séjour dans son pays d'origine et ne saurait empêcher le requérant de retourner dans son pays pour le faire (Conseil d'Etat - Arrêt n°120.020 du 27 mai 2003).

Quant au fait que l'intéressé ait un contrat de travail à durée indéterminée avec la SPRL [B. C.], qu'il travaille effectivement et produise une attestation de revenus, soulignons que l'intention ou la volonté de travailler non concrétisée par la délivrance d'un permis de travail n'empêche pas un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à l'étranger en vue d'y lever les autorisations requises.

En conclusion l'intéressé ne nous avance aucun argument probant justifiant la difficulté ou l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Sa demande est donc irrecevable.

Néanmoins, il lui est toujours loisible de faire une éventuelle nouvelle demande dans son pays d'origine ou de résidence sur la base de l'article 9§2 auprès de notre représentation diplomatique ».

2. Remarque préalable

Conformément à l'article 39/81, alinéa 7, de la loi, le Conseil « statue sur la base du mémoire de synthèse sauf en ce qui concerne la recevabilité du recours et des moyens ».

3. Exposé du moyen d'annulation

3.1. Le requérant prend un moyen unique de la violation « des articles 9bis et 62 de la Loi du 15 décembre 1980 relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, ainsi que des articles 1er et 2 de la loi du 19 juillet 2001 (sic), relative à la motivation des actes administratifs, de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [ci-après CEDH] ».

3.1.1. Dans une *première branche*, après des considérations générales quant à l'obligation de motivation des actes administratifs qui incombe à la partie défenderesse, le requérant fait valoir que « la motivation est en l'espèce inadéquate, insuffisante, déraisonnable et erronée » et rappelle que « la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 bis de la loi du 15 décembre 1980, prise par l'Office des Etrangers en date du 28 août 2012, annonce que la demande est irrecevable en raison du fait que « les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle ».

Il développe ensuite des considérations générales quant à la notion de circonstance exceptionnelle, rappelle l'ensemble des éléments qu'il a fait valoir dans sa demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi et ajoute « Qu'il est clair que tous ces éléments, notamment lorsqu'ils sont réunis, devaient constituer une circonstance exceptionnelle fondant l'introduction de la demande d'autorisation de séjour au départ du sol belge. Que l'Office des Etrangers ne pouvait se contenter d'une formule stéréotypée pour rejeter l'ensemble de ces arguments sans véritablement les examiner. Que doivent être examinées in concreto les difficultés de retour de l'étranger dans son pays d'origine ou dans le pays où il est autorisé au séjour ».

Le requérant reproduit ensuite un extrait de l'arrêt n° 58.869 du Conseil d'Etat du 1^{er} avril 1996 et estime qu'« il y a lieu d'analyser cette circonstance exceptionnelle à la lumière du principe de proportionnalité, qui commande qu'une obligation formelle de retour dans le pays d'origine ne soit pas imposée lorsque le

prix à payer pour la personne à qui elle est imposée est démesurément lourd par rapport à l'avantage qui en découlerait pour l'Etat belge » et précise qu' « il n'y a en l'espèce eu aucun examen de proportionnalité entre l'exigence d'un retour dans le pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour et l'ensemble des éléments exposés (...). En l'espèce, l'Office s'est contenté de rejeter de manière détachée et stéréotypée certains des arguments avancés, sans examen global. A aucun moment tous ces éléments n'ont été mis en balance avec la seule exigence d'introduction de la demande au départ du pays d'origine ; la logique de l'Office des étrangers et (sic) d'autant moins compréhensible [qu'il] n'a jamais constitué une charge pour la société belge et qu'il n'y a dès lors aucune possible considération liée au bien-être économique du pays ».

3.1.2. Dans une *seconde branche*, après avoir reproduit le prescrit de l'article 8 de la CEDH, le requérant soutient que la décision entreprise « porte de manière évidente atteinte à [sa] vie privée et familiale. La partie adverse ne conteste d'ailleurs pas l'existence d'une vie familiale avec [son] frère en Belgique. De la même manière, et malgré leur séparation, doit toujours être prise en considération la vie familiale avec son épouse, les parties n'étant pas divorcés (sic) ». Le requérant reproduit ensuite des extraits d'arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme afférents à la teneur de l'article 8 de la Convention précitée et conclut qu'« Il se déduit de ce qui précède que la partie adverse a violé les dispositions visées au moyen ».

En réponse à la note d'observations de la partie défenderesse, il fait valoir que « Le recours contient un exposé clair des dispositions visées au moyen ; le recours explicite tout aussi clairement en quoi ces dispositions sont méconnues par la décision querellée. Les observations formulées par l'Etat belge sur ce point sont donc (sic) totalement dénuées de pertinence ». Il ajoute, quant à la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, qu' « il est à remarquer en l'espèce [qu'il] était antérieurement autorisé au séjour sur la base du mariage. La demande d'autorisation de séjour a d'ailleurs été introduite alors [qu'il] était en séjour légal en Belgique. Il ne s'agit donc pas d'un examen de la vie privée et familiale à l'occasion d'une première entrée sur le territoire, mais de la persistance du droit à maintenir cette vie privée et familiale, développée antérieurement alors [qu'il] était titulaire d'un titre de séjour légal en Belgique ». *In fine*, le requérant reproche à la partie défenderesse de n'avoir pas été entendu dans le cadre de sa procédure initiée sur la base de l'article 9*bis* de la loi.

4. Discussion

4.1. Sur le moyen unique pris en sa *première branche*, le Conseil rappelle que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ses motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil est compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

En l'occurrence, le Conseil observe que la motivation de la décision attaquée révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée, répondu à tous les éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois introduite par le requérant, à savoir la longueur de son séjour et son intégration, sa relation avec son épouse, la présence de son frère en Belgique ainsi que son contrat de travail, en expliquant pourquoi elle estimait que ceux-ci ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens de l'article 9*bis* de la loi. Le Conseil constate que le requérant reste pour sa part en défaut d'établir en quoi la motivation de la décision attaquée serait inadéquate, mais tente d'amener le Conseil à substituer son appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse ce qui ne saurait être admis, eu égard à l'enseignement rappelé ci-avant.

Dès lors, l'acte attaqué satisfait, de manière générale, aux exigences de motivation formelle. Requérir davantage de précisions reviendrait à obliger l'autorité administrative à fournir les motifs des motifs de sa décision, ce qui excède son obligation de motivation.

S'agissant du grief fait à la partie défenderesse d'avoir rejeté certains éléments avancés sans procéder à un examen global, le Conseil constate qu'en mentionnant dans la décision attaquée que « Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle » et en précisant ensuite les raisons pour lesquelles chacun d'entre eux ne constituait pas pareille circonstance, la partie défenderesse a procédé à un examen à la fois circonstancié et global de tous les éléments présentés par le requérant à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, de telle sorte que le grief émis en termes de requête n'est nullement établi.

En outre, le Conseil ne peut que constater que le grief selon lequel la motivation de la décision entreprise serait stéréotypée n'est pas sérieux. En effet, dès lors que la critique que le requérant formule à cet égard consiste uniquement dans l'affirmation, non autrement étayée, ni même argumentée, que la partie défenderesse « ne pouvait se contenter d'une formule stéréotypée pour rejeter l'ensemble de ces arguments sans véritablement les examiner », le Conseil ne peut qu'observer qu'elle relève de la pure pétition de principe, avec cette conséquence que le grief qu'elle sous-tend ne saurait être raisonnablement considéré comme susceptible de pouvoir mettre en cause la légalité de la décision litigieuse.

Quant à l'allégation selon laquelle la partie défenderesse n'a pas procédé à un « examen de proportionnalité entre l'exigence d'un retour dans le pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour et l'ensemble des éléments exposés », elle manque en fait, la partie défenderesse ayant estimé que le requérant ne soulevait aucun argument de nature à démontrer la difficulté ou l'impossibilité de retourner dans son pays d'origine pour y effectuer un séjour qui plus est, ne serait que temporaire.

Partant, la première branche du moyen unique n'est pas fondée.

4.2. Sur le moyen unique pris en sa *seconde branche*, le Conseil observe que le requérant n'a jamais sollicité que les éléments invoqués à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour soient examinés sous l'angle de l'article 8 de la CEDH de sorte qu'il est mal venu de reprocher à la partie défenderesse la violation de cette disposition. En tout état de cause, les éléments de vie privée et familiale du requérant ont bel et bien été pris en considération par la partie défenderesse mais au regard de l'article 9*bis* de la loi et de la notion de circonstance exceptionnelle.

In fine, quant au grief élevé par le requérant à l'encontre de la partie défenderesse qui aurait négligé de l'entendre avant de prendre l'acte attaqué, il n'est pas pertinent dès lors que l'introduction d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9*bis* de la loi vise précisément à permettre au requérant de présenter tous les éléments qu'il estime nécessaires en vue de se faire octroyer un titre de séjour.

La seconde branche du moyen unique n'est dès lors pas non plus fondée.

4.3. Partant, le moyen unique n'est pas fondé.

5. Dépens

Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge du requérant.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La requête en annulation est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à la charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre février deux mille quinze par :

Mme V. DELAHAUT,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

V. DELAHAUT